



**Les changements géopolitiques
susceptibles de favoriser la
réunification de la Chine.**

LCL. XIE ZHENG WEI
CID groupe A4
15/12/1997

Table des matières

Introduction

1. L'histoire de Taiwan

- 1.1 Taiwan appartient à la Chine depuis l'antiquité.
- 1.2 La défense de Taiwan par la Chine dans l'histoire.
- 1.3 Reconnaissance de l'appartenance de Taiwan à la Chine.

2. La genèse du problème de Taiwan

- 2.1 Taiwan et la guerre civile.
- 2.2 Taiwan et la responsabilité du gouvernement américain.

3. Des changements vers une possible réunification

- 3.1 Les positions prises par les deux partis politiques.
- 3.2 Les interférences extérieures.
 - 3.2.1 Les positions des pays étrangers.
 - 3.2.2 Les positions des organisations internationales.
 - 3.2.3 Les ventes d'armes à Taiwan.

Conclusion

Introduction

Le maintien de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays constitue aussi bien un droit sacré de tout état souverain qu'un principe fondamental du droit international. Dans la Charte des Nations Unies, il est stipulé en termes explicites que l'Organisation des Nations Unies et ses membres s'abstiennent d'agir contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout état, et qu'ils ne sont pas autorisés à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un état. En vertu de la « Déclaration des principes du droit international sur l'établissement des relations amicales et de la coopération entre tous les pays conformément à la Charte des Nations Unies » adoptée par l'ONU, toute tentative pour compromettre partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat est incompatible avec l'esprit de la Charte des Nations Unies.

L'histoire moderne a vu la Chine agressée, démembrée et humiliée, et c'est au cours de cette période que le peuple chinois a mené une lutte héroïque pour la conquête de l'indépendance nationale et de la sauvegarde de la souveraineté d'état, de l'intégrité territoriale et de la dignité nationale. L'origine du problème de Taiwan et son évolution sont liées à cette étape de l'histoire. Pour des raisons diverses, Taiwan reste pour l'instant coupée du continent. Tant qu'il ne sera pas mis fin à cette situation, les blessures dont est couverte la nation chinoise ne pourront se cicatriser et le peuple chinois n'aura de cesse de lutter pour la préservation de son unité et l'intégrité de son territoire.

Le problème de Taiwan, bien évidemment, est une affaire intérieure à la Chine, mais il existe certaines interférences internationales qui perturbent la résolution de ce problème. Après un rappel historique des liens entre Taiwan et le grand continent sera exposée la genèse du problème posé par l'île et les problèmes internationaux qui en résultent. Nous verrons ensuite quelles sont les positions prises par le gouvernement chinois et les autorités de Taiwan. Pour finir nous essaierons de montrer quels changements dans la situation géopolitique actuelle favoriseront la réunification de la Chine.

1. L'histoire de Taiwan

Taiwan, située au sud-est du continent chinois, est la plus grande île (36 000 km² avec 21 millions d'habitants) de la Chine et forme, avec la partie continentale de celle-ci, un tout indivisible.

1.1 Taiwan appartient à la Chine depuis l'antiquité.

Elle fut appelée, dans les temps anciens, d'abord Yizhou, puis Liuqiu. Nombreux sont les livres et documents historiques qui dépeignent des scènes montrant la mise en valeur de Taiwan par le peuple chinois dans une antiquité très reculée. Il y a plus de 1 700 ans par exemple, pendant la période des Trois Royaumes, le nommé Shenying des Wu rédigea la *Chorographie des Régions côtières*, qui faisait mention d'activités chinoises à Taiwan. Il s'agit de la plus ancienne littérature traitant de Taiwan. Aux IIIe et VIIe siècles, les autorités de Sun Quan, roi des Wu dans la période des Trois Royaumes, et le gouvernement de la

dynastie des Sui envoyèrent chacun un contingent de plus de 10 000 hommes à Taiwan. Dès le début du 17^e siècle, le peuple chinois se consacra aux activités d'exploitation à Taiwan sur une échelle de plus en plus vaste. A la fin du 17^e siècle, le nombre des exploitants continentaux qui immigrèrent à Taiwan s'élevait à plus de 100 000 personnes. Ces faits historiques démontrent que Taiwan, tout comme les autres provinces et régions chinoises, fut défrichée par des chinois d'ethnies diverses, lesquels d'ailleurs s'y installèrent pour y vivre.

Les gouvernements chinois qui se succédèrent établirent, l'un après l'autre, des institutions administratives à Taiwan afin d'y exercer leur pouvoir juridictionnel. Au 12^e siècle déjà, le gouvernement des Song envoya des troupes tenir garnison dans les îles Penghu. En 1662, l'amiral Zheng Chenggong fonda la "préfecture de Chengtian" à Taiwan. En 1721, on institua le poste de "commissaire impérial chargé du contrôle et de l'inspection de Taiwan" qui fut transformé en "haut-commissariat d'inspection de Taiwan et de Xiamen". En 1885, le gouvernement des Qing fit officiellement de Taiwan une province administrative unitaire et nomma Liu Mingchuan comme premier gouverneur. En 1945, après la victoire de la guerre de résistance contre le Japon, le gouvernement chinois rétablit les organes administratifs de la province de Taiwan.

1.2 La défense de Taiwan par la Chine dans l'histoire

Depuis la seconde moitié du 15^e siècle, les colonialistes occidentaux s'acharnèrent à étendre leurs colonies. En 1624 les colonialistes hollandais s'emparèrent du Sud de Taiwan, et en 1626 les Espagnols envahirent le nord de cette île. C'est en 1642 que la Hollande remplaça l'Espagne dans l'occupation du nord de Taiwan. Sous diverses formes, y compris l'insurrection armée, les Chinois sur les deux rives du détroit combattirent l'invasion et l'occupation de Taiwan par les colonialistes étrangers. En 1661 ZHENG Chenggong, à la tête d'un contingent, partit pour Taiwan, et l'année suivante en chassa les colonialistes hollandais qui occupaient l'île.

En 1937, le peuple chinois entama contre l'agresseur japonais une guerre de résistance, qui mobilisa toute la Chine. Dans la "Déclaration de guerre de la Chine au Japon", le gouvernement chinois proclama en termes explicites, devant le monde entier "Tous les traités, accords et contrats relatifs aux relations sino-japonaises sont annulés". Cette déclaration annonçait solennellement que la Chine allait "recouvrer Taiwan, l'archipel Penghu ainsi que les quatre provinces du Nord-Est". Le peuple chinois, au terme d'une guerre de résistance ardue de huit ans contre le Japon, remporta en 1945 la victoire finale et récupéra son territoire de Taiwan.

1.3 L'appartenance de Taiwan à la Chine reconnue universellement.

La guerre de résistance contre le Japon, qui s'inscrivait dans le cadre de la lutte mondiale contre le fascisme, bénéficia d'un large soutien de la part des peuples du monde entier. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Chine, pour combattre les pays fascistes de l'Axe (Allemagne, Japon et Italie) devint un pays allié aux côtés des Etats-Unis, de l'Union Soviétique, de la Grande-Bretagne, de la France et d'autres nations. La "Déclaration du Caire", signée le 1^{er} décembre 1943 par la Chine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, indique : "Si nos trois pays menaient cette guerre, c'était pour priver le Japon de toutes les îles qu'il avait prises ou occupées dans le

Pacifique après le commencement de la Première Guerre Mondiale en 1914 et lui faire restituer à la Chine les territoires chinois qu'il avait occupés comme la Mandchourie, Taiwan et l'archipel Penghu". La "Déclaration de Potsdam", signée le 26 juillet 1945 par la Chine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne réaffirme : "Les termes de la Déclaration du Caire doivent être appliqués". Le 15 août de la même année, le Japon annonça sa capitulation, et dans la "Lettre de capitulation du Japon", il est précisé : "Le Japon accepte les clauses de la Déclaration de Potsdam, signée conjointement, le 26 juillet 1945, par la Chine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avec la participation plus tard de l'Union Soviétique". Le 25 octobre, eut lieu à Taïpei une cérémonie d'acceptation de la reddition des troupes japonaises pour la province de Taiwan et l'officier en chef, chargé de l'acceptation de cette capitulation du Japon, déclara au nom du gouvernement chinois : "A partir de ce jour, Taiwan et l'archipel Penghu sont formellement réincorporés dans le territoire chinois, avec toutes les terres ; les populations et les affaires politiques sont placées sous la souveraineté de la Chine". Depuis lors, Taiwan et l'archipel Penghu sont donc rentrés dans le domaine de la souveraineté chinoise.

Depuis la fondation de la République Populaire de Chine, 157 pays ont noué successivement des relations diplomatiques avec la Chine. Ils reconnaissent tous qu'il n'y a qu'une Chine, que le gouvernement de la République Populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine et que Taiwan fait partie intégrante de celle-ci.

2. La genèse du problème de Taiwan

Après la Seconde Guerre mondiale, Taiwan fut restituée à la Chine, de jure et de facto. Si à propos de Taiwan s'est posé de nouveau un problème, cela est non seulement lié à la guerre civile entre le Guomindang et le Parti Communiste, mais aussi et surtout à l'intervention des forces étrangères.

2.1 Taiwan et la guerre civile

Durant la Guerre de résistance contre le Japon, le Guomindang de Chine, sous l'impulsion du Parti communiste et des autres forces patriotiques, forma avec lui le Front Uni National pour combattre l'agression de l'impérialisme japonais. Après avoir obtenu la victoire, les deux partis auraient dû continuer d'oeuvrer côte à côte à la cause grandiose du redressement de la Chine. Or, tablant sur le soutien américain et au mépris de l'aspiration ardente du peuple chinois à la paix et à l'établissement d'une Chine nouvelle indépendante, démocratique, prospère et puissante, la clique du Guomindang, avec Jiang Jieshi à sa tête, brisa l'Accord du 10 octobre 1945 signé par les deux partis et déclencha une guerre civile "anti-populaire" à l'échelle nationale. Le peuple chinois, sous la direction du Parti communiste, se vit obligé de mener une guerre de libération populaire, qui dura plus de trois ans. Comme la clique du Guomindang se livrait à des agissements perfides, elle fut rejetée par les populations de toutes les nationalités du pays ; le peuple chinois finit par renverser le gouvernement de la République chinoise siégeant à Nanjing. Le 1er octobre 1949, fut proclamée la République Populaire de Chine, dont le gouvernement devint l'unique gouvernement légal de la Chine. Une partie des militaires et des fonctionnaires de la clique du Guomindang se replièrent sur Taiwan, et avec l'appui du gouvernement américain créèrent l'état actuel de séparation entre les deux rives du détroit de Taiwan.

2.2 Taiwan et la responsabilité du gouvernement américain.

Après la deuxième guerre mondiale, la situation politique fût marquée par la confrontation entre les USA et l'ex-URSS. Suivant sa "stratégie globale" et soucieux de préserver ses intérêts nationaux, le gouvernement américain aida la clique du Guomindang à faire la guerre civile en lui fournissant en abondance de l'argent, des armes et du personnel, dans le dessein d'entraver la révolution du peuple chinois. Mais finalement, il n'atteignit pas le but escompté.

Au lendemain de la fondation de la République Populaire de Chine, le gouvernement américain aurait pu sortir du borbier de la guerre civile chinoise. Mais, au lieu d'agir de la sorte, il appliqua une politique visant à isoler et à contenir la Chine nouvelle. Après l'éclatement de la guerre de Corée, il engagea une intervention armée contre les intérêts chinois des deux cotés du détroit. En 1950, le président américain Truman annonça dans une déclaration: "J'ai ordonné à la 7ème Flotte d'empêcher toute attaque contre Taiwan". La 7ème Flotte fit intrusion dans le détroit, et la 13e Force Aérienne américaine alla prendre garnison à Taiwan.

En 1954, les Etats-Unis signèrent avec les autorités de Taiwan un soi-disant "Traité de défense mutuelle", mettant sous leur protection la province chinoise de Taiwan. La politique d'ingérence pratiquée par le gouvernement américain dans les affaires intérieures chinoises perpétua la confrontation et la tension dans la région du détroit de Taiwan. Depuis lors, le problème de Taiwan est un sujet de litige grave entre la Chine et les Etats-Unis.

En 1972, le président Nixon effectua une visite en Chine, à l'issue de laquelle les deux parties publièrent le communiqué conjoint de Shanghai. Il est dit dans ce communiqué : "Les Etats-Unis se rendent compte que les Chinois des deux cotés du détroit de Taiwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une Chine et que Taiwan fait partie de la Chine. Le gouvernement américain n'élève pas de contestation à propos de cette position".

En 1978, le gouvernement américain accepta les trois principes formulés par la Chine pour l'établissement de relations diplomatiques sino-américaines, à savoir: la rupture des relations diplomatiques entre les USA et Taiwan, l'annulation du "Traité de défense mutuelle" et le retrait de Taiwan du personnel militaire américain. Le 1er janvier 1979, la Chine et les Etats-Unis nouèrent formellement des relations diplomatiques bilatérales.

Néanmoins, il est regrettable que trois mois seulement après l'établissement des relations diplomatiques, le Congrès américain adopta un "Taiwan Relation Act". En vertu de cette "loi", le gouvernement américain continua de vendre des armes à Taiwan, de s'ingérer dans les affaires intérieures chinoises et de faire obstacle à la réunification. En 1992, il a même pris la décision de vendre à Taiwan 150 avions de combat F16. Cela a posé de nouvelles entraves à la fois au développement des relations sino-américaines et au règlement du problème de Taiwan.

Depuis une vingtaine d'années, les relations sino-américaines n'ont donc jamais été simples, tout d'abord politiquement du fait de l'attaque américaine sur les droits de l'homme, ensuite économiquement avec le problème des *copy rights*, enfin

militairement avec les ventes d'armes à Taiwan et le nouveau traité de sécurité américano-japonais.

Depuis la visite officielle aux Etats-Unis du président Jiang Zeming, en octobre 1997, une nouvelle relation de partenariat stratégique a été établie. Cela est peut-être le symbole du développement d'une nouvelle relation empreinte de normalité.

3. Des changements vers une possible réunification

3.1 Les positions prises par les deux partis politiques

L'état actuel de séparation entre les deux rives du détroit de Taiwan fait souffrir la nation chinoise. Tous les Chinois font ardemment le voeu que cette situation pénible prenne fin dans les meilleurs délais, que les populations des deux rives puissent effectuer des échanges normaux entre elles et que le pays soit réunifié. Le Parti communiste a proposé une réunification pacifique sous la forme suivante : "Un pays, deux systèmes. Taiwan fait partie de la Chine". Dans le même temps, il a adopté une série de mesures propres à faire progresser les relations entre les deux partis. Le parti Goumingtang, depuis son installation sur Taiwan, n'a jamais cessé de réclamer la réunification du pays, mais avec comme système politique celui du Goumingdang. Actuellement, il ne reste qu'une seule question à régler mais celle-ci est au coeur du problème entre les deux partis politiques : sous quel système politique la Chine sera-t-elle réunifiée ?

Sur le plan politique, le Parti communiste a pris certaines mesures politiques pour désamorcer les sentiments d'hostilité. La Cour Populaire Suprême et le Parquet Populaire Suprême ont décidé de cesser les poursuites contre ceux qui vivent aujourd'hui à Taiwan et qui ont commis des actes criminels avant la fondation de la République populaire de Chine.

Sur le plan militaire, il a pris l'initiative d'atténuer l'affrontement entre les deux rives par l'arrêt des bombardements sur Jinmen et les autres îles et en transformant les positions avancées et les postes d'observation sur la côte de la province du Fujing en zones de développement économique ou en sites touristiques.

Sur le plan économique, il a ouvert la porte pour promouvoir les échanges. Il a accueilli favorablement les hommes d'affaires de Taiwan venant investir et faire du commerce dans la partie continentale de la Chine, leur a accordé des conditions préférentielles et des garanties juridiques.

Concernant les individus, le gouvernement chinois a également adopté une attitude positive avec la reprise des communications postales, des télécommunications et des transports ainsi que des échanges scientifiques, techniques, culturels, sportifs, académiques et médiatiques. Il a ainsi pris les dispositions nécessaires pour encourager l'extension des échanges et la coopération entre les deux côtés dans tous les domaines.

La politique et les mesures prises par le gouvernement chinois à l'égard de Taiwan bénéficient de la compréhension et de l'adhésion d'un nombre croissant de compatriotes de Taiwan, de Hongkong, de Macao et de Chinois d'outre-mer. Des efforts considérables ont été déployés par les chinois de Taiwan pour donner plus d'ampleur aux relations entre les deux rives.

Les autorités de Taiwan, elles aussi, ont procédé, au cours des dernières années, à des réajustements appropriés de leur politique continentale et ont pris quelques mesures souples en ce domaine. Par exemple, elles ont autorisé des habitants de l'île à venir rendre visite à leurs parents sur le continent, assoupli progressivement les restrictions imposées aux échanges et contacts populaires entre les deux côtés, élargi le commerce indirect, levé l'interdiction d'investissements indirects, et simplifié les formalités nécessaires à l'établissement des communications téléphoniques et postales et à l'expédition de mandats entre les compatriotes des deux côtés. Ces mesures s'avèrent bénéfiques au développement des rapports mutuels. Au cours des années écoulées, les relations culturelles, économiques et commerciales entre les deux rives ont connu une expansion rapide, tandis que les contacts personnels et les échanges sous diverses formes n'ont cessé de se multiplier.

Le président Jiang Zeming a déclaré lors du 15e Congrès du Parti communiste chinois : "Nous devons mettre fin aux relations hostiles entre les deux côtés et nous mettre sous le principe d'une seule Chine par une négociation pacifique". Cette décision favorisera la mise en place d'un environnement stable et pacifique. Elle favorisera la coopération économique entre les deux côtés et la mise en oeuvre du transport aérien direct. Cette décision a été acceptée et approuvée par les peuples chinois des deux rives. Maintenant le parti du Guomindang doit montrer sa sincérité, abandonner toute idée d'indépendance et arrêter toutes ses activités diplomatiques.

3.2 Les interférences extérieures

Le problème de Taiwan est une affaire intérieure chinoise. Mais certaines forces étrangères, qui ne souhaitent pas la réunification de la Chine, ont toujours cherché, par tous les moyens, à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine. Elles ont affirmé leur appui à la politique d'opposition au Parti communiste et au refus des négociations pacifiques pratiquées par les autorités taiwanaises. Elles ont soutenu les forces sécessionnistes de l'île, ce qui a placé des obstacles devant la réunification pacifique de la Chine et blessé sérieusement le peuple chinois dans ses sentiments nationaux.

3.2.1 Les positions des pays étrangers

Aujourd'hui, tous les pays ayant des relations diplomatiques avec la Chine ont conclu, conformément au droit international et au principe d'une seule Chine, des accords officiels ou des ententes avec le gouvernement chinois, par lesquels ils ont pris l'engagement de n'établir aucun lien officiel avec Taiwan. Aux termes du droit international, un Etat souverain ne peut en effet être doté que d'un gouvernement central qui, seul, est qualifié pour le représenter. Taiwan, faisant partie de la Chine, n'est pas habilité à la représenter sur le plan international et ne peut ni établir de rapports diplomatiques avec les pays étrangers ni développer avec ceux-ci des liens

de nature officielle. Compte-tenu des besoins du développement économique de Taiwan et des intérêts réels des compatriotes taiwanais, le gouvernement chinois permet à Taiwan d'établir des relations culturelles avec les pays étrangers.

Ces dernières années, les autorités de Taiwan se sont évertuées à pratiquer une "diplomatie pragmatique" dans l'arène internationale, à nouer des liens officiels avec certains pays ayant des relations diplomatiques avec la Chine et à propager la "double reconnaissance" dans le but de créer "deux Chineses" ou "une Chine et un Taiwan". Cela, le gouvernement chinois le condamne avec fermeté.

Il est à noter que, très attachée à leurs relations d'amitié avec la Chine, l'écrasante majorité des pays dans le monde ont observé scrupuleusement les accords et ententes qu'ils avaient réalisés avec elle sur le problème de Taiwan. Le gouvernement chinois tient à exprimer sa satisfaction à cet égard. Cependant, il importe de souligner que certains pays sans égard pour leur crédit sur le plan international et en violation des engagements qu'ils ont pris lors de l'établissement des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine ont développé des liens officiels avec Taiwan, faisant ainsi obstacle à la cause de la réunification de la Chine. Le gouvernement chinois souhaite sincèrement que les gouvernements des pays concernés puissent prendre des mesures pour changer cette façon d'agir.

3.2.2 Les positions des organisations internationales

La souveraineté de tout Etat est intégrale et ne peut être partagée. Le gouvernement de la République Populaire de Chine, qui est l'unique gouvernement légal de la Chine, a le droit et le devoir d'exercer, au nom de toute la Chine, la souveraineté d'Etat au sein des organisations internationales. Les autorités de Taiwan tentent de faire valoir dans certaines organisations internationales, la formule "un Etat, deux sièges". Cela reviendrait bel et bien à créer "deux Chineses". Le gouvernement chinois s'oppose résolument aux agissements de ce genre. Cette position de principe correspond parfaitement aux intérêts fondamentaux de tout le peuple chinois, y compris des compatriotes de Taiwan et d'outre-mer. C'est seulement sous cette condition préalable que le gouvernement chinois peut envisager de régler, conformément à la nature et aux statuts des organisations internationales concernées, le problème de la participation de Taiwan aux activités de ces organisations sous une forme agréée et acceptée par lui.

3.2.3 Les ventes d'armes à Taiwan

Depuis toujours, le gouvernement chinois s'oppose fermement à ce qu'un pays, quel qu'il soit, vende à Taiwan des armements et des équipements militaires de quelque type que ce soit ou lui fournisse des techniques de production d'armement. Tous pays ayant établi des rapports diplomatiques avec la Chine doit observer les principes de respect mutuel de souveraineté, d'intégrité territoriale, de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, et s'abstenir de fournir des armes à Taiwan, sous une forme ou une autre, en évoquant tel ou tel prétexte. Dans le cas contraire, ce serait une violation des normes régissant les relations internationales, de même qu'une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine.

Tous les pays du monde, notamment les grandes puissances qui assument une lourde responsabilité pour la paix mondiale, se doivent de respecter

scrupuleusement les principes directeurs définis par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en matière du contrôle de la prolifération des armes conventionnelles, afin de contribuer au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité au niveau régional. Toutefois, alors qu'on voit, à l'heure actuelle, les rapports entre les deux côtés du détroit de Taiwan se détendre de jour en jour, certains pays, agissant en contradiction avec leurs engagements précisés dans les accords internationaux et au mépris des protestations solennelles faites par le gouvernement chinois, en sont venus à vendre des armes à Taiwan risquant de provoquer une montée des tensions dans les relations entre les deux rives. Cela fait non seulement planer une grave menace sur la sécurité de la Chine et sur l'oeuvre de réunification pacifique de la Chine, mais encore porte atteinte à la paix et à la stabilité en Asie et dans le reste du monde. Il est donc naturel que le peuple chinois s'y oppose énergiquement.

Dans les relations internationales, le gouvernement chinois applique invariablement une politique étrangère de paix et d'indépendance. Toujours fidèle aux cinq principes de coexistence pacifique : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques et coexistence pacifique, il a oeuvré activement pour développer des rapports amicaux avec les divers pays, sans jamais léser les intérêts des autres pays ni intervenir dans leurs affaires intérieures. De même, les autres pays doivent prendre garde dans leurs relations avec Taiwan de ne pas porter atteinte aux intérêts de la Chine car les relations avec Taiwan sont du ressort de ses affaires intérieures.

Conclusion

La réunification de la Chine touche de très près aux intérêts fondamentaux de la nation chinoise. Après la réunification du pays, les deux rives du détroit pourront coopérer côte à côte, procéder à des échanges complémentaires et s'entraider en vue de l'épanouissement de l'économie et du renouveau de la Chine. Les problèmes qui obsèdent Taiwan trouveront tous une solution rationnelle dans le cadre d'une seule Chine. Les compatriotes de Taiwan partageront, avec les populations des autres régions chinoises, la dignité et l'honneur qui reviennent à un grand pays.

Le problème de Taiwan représente depuis longtemps un facteur d'instabilité dans la région Asie-Pacifique. La réunification de la Chine ne favorisera pas seulement la stabilité et le développement de la Chine elle-même, mais aussi contribuera au renforcement des relations de coopération amicale entre elle et les autres pays, ainsi qu'à la paix et au développement en Asie-Pacifique comme dans le monde entier.

Le gouvernement chinois est convaincu que, dans sa juste lutte pour la sauvegarde de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale, il pourra à coup sûr bénéficier de la compréhension et du soutien des gouvernements et des peuples de tous les pays du monde.■

